

## Compte rendu de l'atelier

Olivier Clément<sup>a</sup>, Pierre Dupraz<sup>b</sup>

<sup>a</sup>animateur national de la Confédération paysanne, 81 rue de la République, 93170 Bagnolet  
oclement@confederationpaysanne.fr

<sup>b</sup>INRA Economie et sociologie rurales, 4 allée Adolphe-Bobierre, CS 61103, 35011 Rennes cedex  
dupraz@roazhon.inra.fr

Michel Feutray introduit l'atelier en montrant l'attention apportée par la Confédération paysanne à la notion de désintensification, comme passage obligé vers une agriculture qui nourrit l'Homme, emploie du travail humain et préserve le capital naturel. Il insiste sur trois questions :

- 1) celle de la baisse des prix des produits ;
- 2) la désintensification doit-elle être pensée dans le cadre de la spécialisation ?
- 3) quelle politique possible ?

L'atelier est articulé autour de trois interventions préparées par des chercheurs INRA (cf les trois articles précédents).

Le dernier exposé (cf l'article ci-dessus) a suscité un vif intérêt de la part de membres de la Confédération paysanne qui n'avaient pas connaissance de ces travaux ni de ces variétés.

Trois grandes questions portées par la Confédération paysanne ont été débattues :

- comment transformer les avancées techniques telles que celles présentées en choix sociétaux et, plus précisément, en politiques de territoires ?
- comment la Confédération paysanne peut-elle concilier la revendication pour des prix rémunérateurs avec l'effet positif de la baisse des prix sur la désintensification ?
- comment freiner l'éviction du travail et, donc, la diminution des emplois agricoles, en grandes cultures ?

À ces questions générales, se sont adjointes des questions plus techniques sur les politiques alternatives favorables, ou supposées favorables, à la désintensification et à la maîtrise de l'offre : taxer les intrants, interdire les

raccourcisseurs, imposer la réduction d'intrants comme alternative au gel obligatoire, garder des prix rémunérateurs via le quantum<sup>1</sup>. Des questions visaient également les agronomes : complémentarités entre productions et entre facteurs de production, vulgarisation des systèmes à bas rendements, diffusion des semences.

Des éléments de réponse, d'une part, et l'identification de certains manques de connaissance, d'autre part, ont été apportés par les chercheurs :

La maîtrise de l'offre par la baisse des prix plutôt que par des quotas de production constitue bien une maîtrise de l'offre par la désintensification. Depuis 1992, la baisse des prix a effectivement entraîné une forte baisse des consommations d'intrants, des engrais en particulier. Les travaux économétriques sur l'effet de la taxation des intrants montrent que celle-ci devrait être extrêmement forte pour espérer des résultats comparables. Des politiques basées sur des quotas de production, dont le gel est un exemple dont l'efficacité pour la maîtrise de l'offre à court terme est évidente, vont à l'encontre de la désintensification.

Au-delà des politiques, Jean-Pierre Butault indique que les gains de productivité en grandes cultures sont énormes, de l'ordre de 7% par an. Cela implique que les rendements augmentent tout en demandant moins d'intrants

<sup>1</sup> C'est-à-dire *via* une politique de prix différenciés, dans laquelle l'État garantit les prix de chaque producteur jusqu'à un certain volume de production, le « quantum ». Au-delà de ce volume, les produits sont vendus au prix du marché. Une telle politique se différencie de celle des quotas qui sont des « quotes-parts », attribuées à chaque producteur, d'une production globale préalablement définie et contrôlée. Cette politique privilégie ceux qui ont déjà une production importante au moment de sa mise en place.

et moins de travail par quintal produit. En conséquence, la taille des exploitations augmente inexorablement, ce qui est corollaire à la réduction du travail, et les coûts de production baissent dans le monde entier. Dans ce contexte, une politique de prix élevé est difficile à tenir. En l'absence de grandes possibilités de différenciation des produits en grandes cultures, basées sur des labels de qualité par exemple, les marges de manœuvre sont limitées pour freiner l'éviction du travail.

La mise en place de systèmes à bas niveaux d'intrants est donc favorisée par la baisse des prix. Mais sa réussite, probable d'après les expérimentations, risque de se heurter en réalité à la difficulté pour les exploitations agricoles de garder et d'améliorer les compétences des cultivateurs pour piloter des systèmes de cultures plus complexes. D'autant plus que la baisse des prix impose des économies de structure et, en premier lieu, de travail. Cela interroge la capacité du dispositif de recherche et de développement à produire des références techniques adaptées aux différents systèmes de production et à les vulgariser. Jean-Marc Meynard explique que les chercheurs sont

peu incités à développer les expérimentations longues nécessaires à la compréhension des successions culturales par exemple, car elles pénalisent leur rythme de publication et leur avancement.

L'issue des débats renvoie donc une question à la Confédération paysanne : comment justifier la revendication de prix rémunérateurs, avec ou sans quantum, face à l'effet incontournable de la baisse des prix sur la désintensification et le progrès technique induit (ici les itinéraires techniques et les variétés dites rustiques) ? Elle renvoie aussi une question à l'INRA : comment appréhender des systèmes de manière moins spécialisée et, surtout, comment inciter les chercheurs à le faire ? ■

